

# Établir des partenariats pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest

## Présentation du projet

### Introduction et contexte

Grâce aux fonds de la Fondation William et Flora Hewlett, le programme « Établir des partenariats pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest » renforce les partenariats entre les organisations dirigées par des jeunes, les activistes et les organisations féministes dans la région. Ce projet vise à garantir que les femmes, les filles et les jeunes comprennent et exercent leurs prérogatives en matière de SDSR et vivent dans un monde sans violence. Mise en oeuvre par EngenderHealth, ce projet permet de renforcer la collaboration entre les activistes et de consolider les efforts de plaidoyer visant à améliorer les lois, normes, directives et procédures pour la SDSR et la lutte contre les VBG au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, conformément aux engagements pris par les gouvernements respectifs.



La prévalence des VBG au Bénin est élevée, avec 69 % de femmes qui ont déclaré en avoir été victimes, parmi lesquelles 27 % ont subi des violences physiques et 10 % des violences sexuelles.<sup>1</sup> Les auteurs de ces violences sont généralement les conjoints ou partenaires intimes. En effet, 42 % des femmes âgées entre 15 et 49 ans ont affirmé avoir été victimes à un moment de leur vie des violences émotionnelles, physiques et/ou sexuelles exercées par leur conjoint ou leur partenaire.<sup>2</sup> En dépit des lois qui protègent les femmes, notamment les lois visant à prévenir les violences à l'égard des femmes et des enfants, à prévenir le harcèlement sexuel et à garantir que de telles infractions soient punies... des normes traditionnelles néfastes continuent de perpétuer les VBG au Bénin.

Les difficultés liées à la SDSR et auxquelles font face les femmes et les filles au Burkina Faso sont exacerbées par la crise humanitaire et l'instabilité sociopolitique que le pays connaît depuis plus d'une décennie. Les violences à l'égard des filles adolescentes, les enlèvements, les viols et les pratiques d'excision répétées sont répandus<sup>3</sup> et 76 % de femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des mutilations génitales.<sup>4</sup> Le Gouvernement a fait de la SDSR une priorité dans les stratégies et les programmes de santé, et ce, à travers notamment le programme de santé sexuelle et reproductive; malgré cela, les droits des femmes et des filles sont fréquemment ignorés et violés. L'enclavement géographique des services de santé est un problème; le manque de connaissances des droits liés à la SDSR, associé aux difficultés d'accès à la justice en cas de violation de ces droits, est un autre défi à relever. Ces deux problèmes entravent l'efficacité de la programmation nationale en matière de SDSR.

La Constitution ivoirienne de 2016 condamne explicitement la discrimination et la violence à l'égard des femmes et garantit des procès équitables, l'accès à l'information, la liberté d'expression et la liberté de conscience. Cependant, les VBG prévalent toujours, avec 36 % de femmes âgées de 15 à 49 ans qui sont victimes de la violence physique à un certain moment de leur existence depuis l'âge de 15 ans, et 20 % ayant subi cette violence au cours de l'année dernière.<sup>5</sup> En ce qui concerne la SDSR, alors que 93 % des femmes et 97 % d'hommes affirment connaître au moins une méthode moderne de contraception; seulement 18 % des femmes en ménage disent utiliser une méthode de contraception et 13 % ont recours à une méthode moderne.<sup>6</sup>

<sup>1</sup> Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE) and ICF. 2019. *Enquête Démographique et de Santé au Bénin, 2017-2018*. Cotonou: INSAE et Rockville, MD: ICF. [https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/EDS/2017-2018/1.Benin\\_EDSBV\\_Rapport\\_final.pdf](https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/EDS/2017-2018/1.Benin_EDSBV_Rapport_final.pdf).

<sup>2</sup> *ibid.*

<sup>3</sup> Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) and ICF. 2012. *Enquête démographique et de santé de 2010*. Ouagadougou: INSD et Rockville, MD: ICF. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR256/FR256.pdf>.

<sup>4</sup> INSD. 2019. *Mutilations Génitales Féminines & Mariage d'Enfants*. Ouagadougou: INSD. [http://www.insd.bf/contenu/autres\\_publications/Analyse\\_MGF\\_ME\\_Final\\_INSD.pdf](http://www.insd.bf/contenu/autres_publications/Analyse_MGF_ME_Final_INSD.pdf).

<sup>5</sup> Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida (MSLS) and Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) and ICF. 2013. *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples 2011-2012*. Abidjan: MSLS, MEMPD et Calverton, MD: ICF. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr272/fr272.pdf>.

<sup>6</sup> *Ibid.*



## Partenaires clés

Garantir un partenariat équitable et une participation significative des organisations des jeunes est un aspect clé de ce projet et des organisations des jeunes sont donc essentielles à la réalisation des objectifs de ce projet. EngenderHealth a identifié neuf organisations de jeunes au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire parmi les plus engagées et capables de mobiliser rapidement. Au Bénin, nous collaborons avec Famille Nutrition et Développement (FND), les Jeunes volontaires pour la santé (JVS) et le Réseau ouest-africain des jeunes femmes leaders (ROAJELF). Au Burkina Faso, nous collaborons avec la Flamme d'espoir pour l'émergence des jeunes (AFEEJ), l'Organisation des jeunes engagés pour la participation citoyenne et le développement durable (OJEPC) et le Réseau des jeunes femmes entrepreneurs du Burkina Faso (REJEFE). En Côte d'Ivoire, nous collaborons avec Actuelles, Ecoutez-Moi Aussi CIV et le Mouvement d'action des jeunes (MAJ).

## Les activités et les résultats clés

Après avoir identifié les organisations des jeunes, nous avons évalué leurs capacités administratives, financières et programmatiques et avons conclu qu'elles bénéficieraient d'une assistance au renforcement des capacités organisationnelles. Sur la base de cette évaluation, nous avons développé une initiative de renforcement des capacités sur mesure avec un soutien technique et thématique axé sur le renforcement des capacités de plaidoyer et l'amélioration de la compréhension du processus critique associé à la création de lois et de décrets. De plus, nous avons orienté ces organisations de jeunes sur les outils et processus établis d'EngenderHealth en matière de genre, de jeune et d'intégration sociale.

Dans les trois pays, nous avons engagé 75 jeunes leaders actifs âgés de 18 à 30 ans et près de 1,300 bénévoles et membres des organisations de jeunes. Grâce à des ateliers de co-création, chaque consortium national d'organisation de jeunes a élaboré des plans d'action flexibles, dirigés par des jeunes et axés sur les jeunes pour faire progresser la SDRS et répondre à la VBG. Ensemble, ces neuf organisations des jeunes constituent désormais un réseau régional dynamique d'acteurs de la région activement engagés dans diverses plateformes de SDRS et de VBG. En outre, chaque organisation des jeunes est désormais mieux positionnée et mieux financée pour continuer à diriger le plaidoyer et la programmation en matière de SDRS et de VBG dans leurs pays respectifs.

### Bénin

En collaboration avec FND, JVS et ROAJELF, EngenderHealth a soutenu l'élaboration d'un plan d'action pour promouvoir la masculinité positive et faire progresser le féminisme en tant que stratégie pour atténuer la VBG et renforcer l'accès des filles et des femmes aux services de VBG et de SDRS. Le projet a connu la participation d'hommes et de garçons à travers des approches novatrices; par exemple, l'organisation d'un concours de cuisine pour hommes et des dialogues communautaires. Le concours de cuisine a fourni l'occasion d'observer la dynamique de pouvoir liée aux rôles assignés à chaque sexe dans la communauté. Le concours de cuisine a généré des discussions positives liées à la promotion de l'égalité des sexes et de la masculinité positive ainsi qu'à la prévention de la VBG. Le consortium s'est également efforcé de promouvoir l'équité de genre et à intégrer la prise en charge des survivantes de VBG dans l'offre de services de SDRS, notamment en facilitant des séances de clarification des valeurs et de transformation des attitudes, des formations en plaidoyer et des forums et en fournissant un soutien organisationnel aux organisations locales.

Au niveau national, le consortium a contribué à l'amélioration de la prise en charge holistique des survivantes de VBG à travers un plaidoyer en faveur de la gratuité du certificat médical. Les efforts de nos partenaires (FND, JVS et ROAJELF) ont été récompensés à travers la signature d'un arrêté interministériel qui allège les conditions de délivrance du certificat médical aux survivantes de VBG en juillet 2022.

Tirant parti de ces succès, les organisations de jeunes ont obtenu un financement supplémentaire du ministère néerlandais des Affaires étrangères pour étendre leurs activités. JVS a également reçu un financement de International Planned Parenthood et de Safe Abortion Access Fund.

## Burkina Faso

AFEEJ, OJEPC, et REJEFE ont élaboré un plan d'action de collecte et de documentation des expériences et besoins des jeunes et des survivantes de VBG en matière de SDRS, grâce à une enquête participative en collaboration avec EngenderHealth. L'enquête, qui a recueilli des témoignages de membres de la communauté dans trois zones autour de Ouagadougou, a fourni des témoignages personnels de VBG et a montré que la VBG est courante dans les zones urbaines et rurales. La collecte a également révélé que les filles et les femmes ne connaissent pas leurs droits et ne connaissent pas les mécanismes gouvernementaux de protection et de prise en charge. Les organisations de jeunes ont utilisé ces résultats pour produire des capsules vidéo à intégrer dans les activités de mobilisation communautaire, notamment les discussions et les dialogues communautaires. Le consortium s'en est aussi servi pour guider les activités de plaidoyer aux niveaux régional et national afin de réduire les VBG et améliorer l'accès des jeunes aux informations et services liés à la SDRS et aux VBG. S'appuyant sur ces résultats, l'OJEPC a obtenu des fonds supplémentaires du Fonds d'action urgente pour étendre les activités du projet.

## Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, les organisations de jeunes partenaires Actuelles, Ecoutez-Moi Aussi CIV et MAJ ont créé le consortium "Femmes et résilience", avec pour but de veiller à ce que les femmes et les filles puissent exercer leurs droits en matière de SDRS dans une Côte d'Ivoire sans violence. Le consortium vise trois objectifs principaux: (1) renforcer le cadre juridique en matière de SDRS et de VBG, (2) renforcer la prévention et faciliter la gestion des cas de VBG grâce à des réseaux féministes et (3) faire participer les jeunes et les adolescents à l'atténuation des VBG et à la promotion de la SDRS par le biais de l'apprentissage, de la documentation et du partage des expériences. Tirant parti d'une démarche d'amélioration continue inscrite dans un système de suivi des changements et de capitalisation des expériences, le plan d'action du consortium comprend une activité pilote et se propose de documenter les innovations en vue de leur dissémination et de leur expansion potentielle.

Le projet a également mené des consultations communautaires et des dialogues avec des groupes de femmes et des organisations de prévention et de soutien de la VBG dans des zones ciblées à travers lesquelles nous avons identifié les principaux défis concernant la prévention de la VBG et les soins pour les survivants. Nous avons partagé les résultats des consultations lors d'un atelier communautaire et initié un répertoire de femmes influentes dans chacune des zones ciblées pour faciliter les actions de prévention et de prise en charge des VBG. Par ailleurs, notre partenaire Actuelles a obtenu des fonds supplémentaires du Fonds d'actions urgentes pour poursuivre ces activités.

## Leçons tirées et recommandations

Cette collaboration nous a présenté les leçons et les défis suivants:

- **Les partenariats sont essentiels pour atteindre les résultats en matière de SDRS**, notamment les partenariats avec les autorités locales pour faire progresser les normes et les protocoles, les partenariats avec d'autres organisations pour éviter les doubles emplois et promouvoir la synergie des actions, et les partenariats avec les organisations de jeunes pour accroître la participation significative des jeunes.
- **Un partenariat flexible peut améliorer la participation significative des jeunes et l'intégration du genre, des jeunes et de la société** dans les programmes et activités en matière de prévention de la SDRS et de la VBG. L'inclusion des jeunes à toutes les phases du projet renforce leur responsabilité et leur pouvoir de décision tout en affirmant leur leadership et en leur permettant de se faire entendre et d'agir pour les SDRS et la prévention des VBG.
- **Les partenariats holistiques qui intègrent des processus participatifs et une formation personnalisée sont les plus durables, mais prennent également beaucoup de temps.** Chaque organisation de jeunes a ses propres besoins uniques; ainsi, les formations doivent être contextualisées. L'assistance à distance, pour de la pandémie de COVID-19, s'est également avérée inefficace et a mis en évidence la valeur d'un soutien plus intense en ressources.
- **Les consortiums fonctionnent mieux lorsque les organisations ayant des visions partagées se choisissent mutuellement comme partenaires.** Pour mobiliser rapidement les activités du projet, EngenderHealth a cherché à tirer parti du pouvoir collectif des organisations de jeunes avec des mandats similaires que nous avons jugé plus capables et plus pertinents pour le projet. Cependant, bon nombre de ces organisations de jeunes n'était pas habitué

à travailler les unes avec les autres et nous avons dû, de manière inattendue, consacrer du temps à résoudre les problèmes de communication et de leadership avant de commencer à concevoir et à mettre en œuvre des activités. À l'avenir, nous recommandons aux organisations de jeunes de sélectionner leurs propres partenaires, en fonction des relations existantes, afin d'assurer une collaboration fluide dès le départ.

- **Il existe des défis et des risques administratifs et opérationnels associés au travail avec des organisations de jeunes naissantes.** Bien que les nouvelles organisations puissent offrir un fort potentiel d'impact, nous avons appris que nous devons investir du temps et des ressources dans l'exploration des capacités administratives et opérationnelles de chaque organisation de jeunes, puis répondre aux besoins et aux lacunes.
- **Un financement flexible et une action collaborative des organisations de la société civile peuvent encourager les décideurs à agir rapidement.** La structure de financement flexible de ce projet nous a permis d'adapter rapidement les interventions pour répondre aux besoins et opportunités urgents et inattendus. Par exemple, en transférant des ressources pour mobiliser les féministes en Côte d'Ivoire pour répondre conjointement à une attaque télévisée contre les SDRS et l'autonomie corporelle, nous avons pu obtenir des excuses officielles de la chaîne de télévision et faciliter les poursuites pénales contre l'animateur et l'invité de l'émission de télévision (le premier a été condamné à 12 mois de prison avec sursis et le second à 24 mois de prison).
- **Renforcer et structurer les mouvements féministes dans des contextes humanitaires est complexe.** Le renforcement du mouvement féministe au Burkina Faso s'est avéré plus difficile qu'au Bénin et en Côte d'Ivoire, pour la situation humanitaire et de l'instabilité politique, qui sont toutes deux hostiles à la modification des normes de genre inéquitable existantes et à l'élargissement de l'accès aux SDRS.

### Remerciements et citation

EngenderHealth tient à exprimer sa gratitude à nos neuf organisations de jeunes partenaires pour leur collaboration au projet « Établir des partenariats pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDRS) et d'éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale », pour leurs contributions à la présente note: Famille Nutrition et Développement (FND), Jeunes volontaires pour la santé (JVS) et le Réseau ouest-africain de jeunes femmes leaders (ROAJELF) au Bénin; Flamme d'espoir pour l'émergence des jeunes (AFEEJ), l'Organisation des jeunes engagés pour la participation citoyenne et le développement durable (OJEPC) et le Réseau des jeunes femmes entrepreneurs (REJEFE) au Burkina Faso; Actuelles, Écoutez-moi aussi CIV et le Mouvement d'action des jeunes (MAJ) en Côte d'Ivoire. Nous voulons également remercier la Fondation William et Flora Hewlett pour leur appui à la mise en œuvre du projet.

Le présent document a été rédigé par Maïfoux Nassirou, Kate O'Connell, Amy Agarwal et Ana Aguilera avec la contribution de Hermine Bokossa, de Kounadee Traore, de Francis Yekanni et de Blandine Yeo. Amy Agarwal a conçu ce dossier.

**Citations suggérées:** Nassirou, M., O'Connell, K.A., Agarwal, A. et Aguilera, A. 2023. *Établir des partenariats pour faire progresser la SDRS et d'éliminer la VBG en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale: Présentation du projet*. Washington, DC: EngenderHealth.

